

# eit

Entente internationale  
des travailleurs et des peuples

eit.ilc@fr.oleane.com  
www.eit-alger2017.org



Correspondant

## ALGER, 8, 9 ET 10 DÉCEMBRE 2017 :

# 9<sup>e</sup> CONFÉRENCE MONDIALE OUVERTE CONTRE LA GUERRE ET L'EXPLOITATION

(à l'initiative de l'EIT et organisée par le PT d'Algérie)

Pages 2, 3 et 4

Le prochain numéro du 21 décembre sera le dernier de l'année 2017.  
Il poursuivra le reportage sur la CMO et rendra compte du VI<sup>e</sup> Congrès du POI.

● Alger > 8, 9 et 10 décembre 2017 > 9<sup>e</sup> Conférence mondiale ouverte ● Alger > 8, 9



La 9<sup>e</sup> Conférence mondiale ouverte s'est tenue à Alger du 8 au 10 décembre 2017 à l'initiative de l'EIT et organisée par le Parti des travailleurs d'Algérie. À l'issue des travaux de cette conférence, Dominique Canut, co-coordonateur de l'EIT avec Louisa Hanoune, a souligné le sérieux de l'organisation, le travail extraordinaire des militants du Parti des travailleurs pour en assurer le succès.

Soutenue par 700 militants et responsables appartenant au mouvement ouvrier et anti-impérialiste de 60 pays, la conférence a réuni les délégués de 42 pays, tous militants et responsables syndicaux, dirigeants d'associations et de partis politiques de sensibilités diverses (1). Comme l'a rappelé Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs d'Algérie, qui présidait les débats avec Dominique Canut (POI), la CMO n'est en concurrence avec aucun parti, aucune organisation syndicale existante. C'est un cadre large de discussion, visant à échanger les points de vue, les expériences entre militants ouvriers, anti-impérialistes, dans le respect de leurs engagements, de leurs appartenances diverses.

Dans son introduction suivie par de nombreux médias algériens, Louisa Hanoune est revenue sur l'urgence de la situation marquée par une crise sans précédent de la domination de l'impérialisme, exprimée notamment par l'ultime provocation de Trump sur Jérusalem.

Durant trois jours, des délégués venus des quatre coins de la planète ont échangé sur la base de leur expérience respective, des dizaines et des dizaines d'heures où chacun tentait de porter sa pierre à l'édifice, en anglais, en français, en arabe, en russe, en espagnol, en portugais, en roumain. Des langages différents mais une même langue, celle de l'internationalisme ouvrier, du combat contre l'impérialisme. Les participants avaient conscience qu'ils ne témoignaient pas devant l'histoire, mais qu'ils étaient acteurs et participaient à l'histoire des combats de la lutte de classe.

### Un succès

Hors séance, le soir lors du repas et après, les tables se faisaient et se défaisaient, mélangeant les délégués de différents pays et de différents continents qui cherchaient à approfondir la discussion de la séance plénière.

En 1991, était constituée à Barcelone l'Entente internationale des travailleurs et des peuples sur la base du combat « contre la guerre et l'exploitation ». Un peu plus de vingt-cinq ans après, au moment où des bouleversements majeurs sont en cours, où des forces nouvelles se dégagent, l'EIT a voulu ouvrir un large débat avec tous ceux qui refusent cette offensive contre le droit des peuples à leur autodétermination, contre leurs conquêtes sociales : comment aider la classe ouvrière à résister, à surmonter les obstacles, à se rassembler pour ouvrir une issue ?

Quatre-vingt-dix délégués ont pris part au large débat qui s'est engagé, exprimant à la fois la liberté de discussion, la diversité des situations, des expériences, des points de vue et une recherche commune.

Nous publions en page 4 l'appel de la conférence, et dans ce numéro comme dans le suivant, nous rendons compte de la richesse des débats qui ont mis au centre la volonté de résistance de la classe ouvrière, la nécessité absolue de l'indépendance de ses organisations. À l'issue de la discussion, une conclusion s'est imposée : il est indispensable de poursuivre les échanges, pour s'épauler, pour aider la résistance et organiser la solidarité internationale. Dans cet objectif, la conférence s'est conclue sur la proposition faite par la coordination de l'EIT de constituer avec des représentants de tous les pays présents à cette CMO un comité de liaison de la CMO.

(1) Les représentants de trois pays ont été empêchés de participer à la conférence : la délégation belge en raison d'une grève, les militants marocains en raison de la situation tendue dans le Rif, et les représentants de Haïti dont le gouvernement français a bloqué les visas de transit.

# 230 délégués de 42 pays décident de constituer un comité international de liaison

Dans une situation marquée par les plus grands bouleversements, 230 délégués ont participé à la conférence mondiale, tous animés, au-delà de la diversité évidente des situations nationales, par une volonté commune de dégager une issue pour la classe ouvrière, pour les peuples dans cette situation.

La conférence a débuté ses travaux le lendemain de la décision de Trump de transférer l'ambassade des États-Unis à Jérusalem. Louisa Hanoune rapporte à la conférence les propos tenus lors de sa conférence de presse : « Les provocations de Trump sur la Palestine confirment toutes les contradictions évoquées dans cette rencontre : tout l'impérialisme est en décomposition politique. »

Mais, face à cette provocation, la résistance, la détermination du peuple palestinien pour la liberté, la souveraineté, la terre, le droit au retour sont intacts, comme l'ont illustré de très nombreux délégués palestiniens et libanais.

Le discours de Trump est un indice de la crise mondiale de l'impérialisme qui le pousse à accentuer son offensive contre les travailleurs et les peuples, entraînant guerres et dislocation des nations.

Des guerres provoquées et entretenues pour le plus grand profit des grands monopoles qui se livrent une concurrence féroce pour le pillage des richesses, des matières premières.

Le constat porté à la connaissance de la conférence par la secrétaire générale de l'Union des syndicats libres du Cameroun est sans appel : « En République du Congo, les guerres de 1996 à 2003 ont fait 6 millions de victimes. La Monusco (mission de maintien de la paix de l'Onu) est installée depuis dix-huit ans : jamais la paix n'a pu être trouvée (...). Qu'y a-t-il derrière ces guerres ? Le Congo détient plus de 60 % des réserves mon-

diales de coltan, minéral stratégique au cœur des nouvelles technologies. Vous comprendrez pourquoi les multinationales comme Nokia, Alcatel, Apple ou Nikon peuvent financer indirectement la guerre au Kivu. »

Ces mêmes trusts qui, dans les pays impérialistes, procèdent à des restructurations, des licenciements.

Un fait rapporté par un responsable de la Confédération générale des syndicats libres du Niger :

« Le Niger est truffé de bases françaises et américaines dont les drones armés survolent le territoire soi-disant au nom de la guerre contre le terrorisme. Or quelle est la situation ? Le Niger regorge de ressources naturelles (uranium, or, pétrole...) toutes exploitées par des compagnies étrangères. Areva, qui exploite l'uranium, est exonéré de TVA et la dette extérieure étrangle le pays. La misère, la précarité, l'absence d'avenir poussent des jeunes dans les réseaux comme Boko Haram. Tous les bénéfices de l'exploitation de nos ressources sont accaparés par les puissances impérialistes, par leurs monopoles qui en ce moment même licencient massivement. Et le gouvernement nigérien vient de licencier 13 000 enseignants. »

Partant de la situation propre à leur pays, nombre d'intervenants ont dénoncé la véritable nature de la guerre contre le terro-

risme, en réalité un outil au service du maintien de l'ordre impérialiste.

Un responsable du syndicat des enseignants du primaire - UGTT - (Tunisie) explique : « La guerre contre le terrorisme sert à couvrir une autre guerre : la guerre sociale. Ma ville, Kasserine, a vu tomber 22 martyrs lors de la révolution

Ce premier compte rendu a été réalisé par cinq membres de la délégation française, bien évidemment à titre individuel.

La semaine prochaine, dans Informations ouvrières, nous donnerons très largement la parole à différents délégués, de tous les continents.

et 10 décembre 2017 > 9<sup>e</sup> Conférence mondiale ouverte ●

La tribune de la conférence. Au centre, Louisa Hanoune (PT, Algérie) et Dominique Canut (POI, France), co-coordonateurs de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT).

tunisienne qui a chassé Ben Ali. Aux informations, on ne parle jamais de Kasserine, sauf s'il y a des attentats. Mais la réalité de Kasserine aujourd'hui, c'est la militarisation de la ville pour réprimer les mouvements sociaux à cause de la place qu'elle a occupée dans la contestation et dans la chute du régime valet de l'impérialisme ! »

Au même moment, souligne un militant français, « Emmanuel Macron, le même qui s'est félicité au Burkina Faso des interventions militaires françaises en Afrique, est lancé dans une offensive pour en finir définitivement avec l'ensemble des conquêtes arrachées par la lutte de classe, en particulier en 1936 et 1945 ». Une offensive mentionnée par tous les délégués européens, du Portugal, d'Espagne, d'Allemagne, de Suède...

La « guerre contre le terrorisme », c'est aussi l'exode massif de populations, de jeunes « poussés par vagues de milliers au suicide dans le désert ou dans les eaux de la Méditerranée. S'ils échappent à toutes ces épreuves fatales, ils sont soit capturés comme esclaves soit traqués dans les pays d'accueil » (secrétaire général de la Confédération nationale des travailleurs du Sénégal-Forces du changement).

Par les guerres, par l'arme notamment du franc CFA, l'oppression coloniale se poursuit dans les anciennes colonies, comme elle se poursuit dans les dernières colonies françaises : la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion...

Dans cette offensive contre les droits des travailleurs et des peuples, tous les moyens sont bons. C'est le coup d'État institutionnel au Brésil pour chasser Dilma Rousseff, et pour « imposer de tout privatiser, de briser le travail, de réduire le pouvoir des syndicats » dit un délégué du PT brésilien. Un coup de force contre la souveraineté de la nation qui se poursuit aujourd'hui avec les tentatives visant à empêcher à tout prix la candidature de Lula. Au Venezuela, à la suite de l'élection de l'Assemblée constituante et après les résultats des dernières élections régionales qui ont conforté Maduro, « les États-Unis imposent un blocus financier, médical et alimentaire : ils veulent renverser Maduro », dénonce un député à l'Assemblée constituante.

Bien sûr, d'un pays à l'autre, les formes sont différentes, mais toutes les interventions ont mis en évidence l'offensive engagée à l'échelle mondiale pour en finir avec la protection sociale, avec les Codes du travail, avec toutes les conquêtes ouvrières. Au centre de cette offensive, les organisations syndicales que les gouvernements cherchent à mettre au pas, ou à associer à leur plan via le « dialogue social ». Un syndicaliste français explique : « Les ordonnances de Macron sont passées, il faut bien le dire grâce à la marge de manœuvre que lui ont laissée les directions du mouvement ouvrier au motif qu'il fallait éviter le pire. »

Mais de toute la discussion ressort un même constat : les militants ouvriers veulent que « leurs organisations fassent ce pour quoi elles sont faites », comme l'a indiqué un syndicaliste français. Dans tous les pays, au sein des organisations, les militants se dressent pour défendre l'indépendance des organisations, comme l'ont rapporté militants d'Algérie, d'Afrique du Sud, de Tunisie, de France... C'est ce militant syndical de Roumanie qui montre comment dans l'enseignement ou dans la santé les mobilisations avec les syndicats se heurtent au « dialogue social » entre le gouvernement et les confédérations.

En Allemagne, « l'échec électoral conjoint des candidats de la CDU et du SPD exprime le rejet massif des politiques conduites depuis 2010, notamment par la grande coalition CDU-SPD. En Allemagne, tout se concentre sur le fait qu'il est interdit de faire grève contre des décisions stratégiques d'une entreprise, ou contre les décisions gouverne-



mentales. » Et pourtant, comme l'explique un délégué du syndicat des transports (Ver.di), « ces dernières années, ces restrictions ont plusieurs fois été battues en brèche. En 2017, nous avons imposé une grève de toutes les entreprises du secteur des services au sol des aéroports. Nous avons arraché une nouvelle convention collective. »

Au centre de toutes les interventions, une même exigence : la nécessité de l'indépendance des organisations ouvrières, pour la préserver, la conquérir ou la reconquérir. Comme l'indique un syndicaliste français : « Quand on pactise avec la bourgeoisie, la catastrophe est garantie. »

Des bouleversements très importants s'annoncent, comme le soulignent les délégués du Brésil, ou ceux du Venezuela, qui ont notamment expliqué comment le peuple vénézuélien, dont ses secteurs les plus opprimés, s'est saisi de l'élection à l'Assemblée constituante pour défendre sa souveraineté nationale, pour préserver ses droits, en imposant de nouveaux.

Personne ne pouvait prévoir l'explosion en Catalogne, le peuple catalan ne pourra à lui seul régler le problème. Dans la continuité du rejet massif des politiques menées contre les travailleurs et les peuples d'Espagne par les gouvernements successifs de la monarchie et relayées en Catalogne par l'ex-gouvernement indépendantiste.

Comme l'a expliqué un délégué espagnol, c'est la classe ouvrière unie dans toute l'Espagne face à un seul régime, celui de la monarchie et sa politique, qui pourra sur ses revendications sociales et démocratiques imposer l'issue de la République.

Pendant trois jours, une intense discussion s'est menée entre les délégués sur la base de leur expérience concrète de la lutte de classe. Qu'ils viennent de pays opprimés ou de pays impérialistes, une même conviction s'est renforcée dans la discussion : c'est par l'échange des points de vue, des expériences qu'on pourra, par un internationalisme en actes, aider à organiser la résistance, aider la classe à dégager une issue. C'est ce qui fonde la décision de constituer un comité de liaison international.

## ÉDITORIAL

## Résistance de classe en France et dans tous les pays du monde

Jean-Charles Marquiset,  
membre du bureau national du POI

De retour de la 9<sup>e</sup> Conférence mondiale qui s'est tenue à Alger du 8 au 10 décembre, où se sont retrouvés militants politiques, ouvriers, syndicalistes qui avaient répondu à l'appel de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples contresigné par 700 militants ouvriers de 60 pays, le constat est unanime : l'impérialisme et le capital financier s'attaquent à tous les peuples, à tous les travailleurs. Guerre armée, guerre sociale contre les garanties des classes ouvrières sur tous les continents, volonté de détruire les organisations syndicales qui défendent les intérêts des classes ouvrières de chaque pays.

L'impérialisme en crise, pour sa propre survie, cherche à détruire toutes les conquêtes sociales des travailleurs, notamment les Codes du travail et les systèmes de protection sociale collective...

Et pourtant, lors de cette 9<sup>e</sup> CMO, les dirigeants des organisations politiques et syndicales ont informé des combats et des luttes sous toutes les formes contre leurs gouvernements et les multinationales au service de l'impérialisme. Les luttes, les grèves se développent dans de nombreux pays et sur tous les continents. Les travailleurs se saisissent et construisent leurs organisations syndicales de classes indépendantes.

Cette 9<sup>e</sup> Conférence a permis de le confirmer, dans le respect de la diversité de chacune des organisations présentes, mais avec une volonté commune de faire vivre l'internationalisme et de forger pour l'avenir des relations durables, d'échanges et de combat.

Samedi 16 décembre, le VI<sup>e</sup> Congrès du POI s'ouvrira à Paris. Il reviendra bien évidemment sur les décisions et sur le succès de la 9<sup>e</sup> CMO contre la guerre et l'exploitation. Ce VI<sup>e</sup> Congrès du POI, où vont débattre pendant deux jours délégués, membres du bureau national sortant et invités, se veut un moment d'échanges, une étape de construction du POI et de son journal, *Informations ouvrières*. La question qui se pose est : comment être plus efficace comme parti politique pour aider à bloquer la politique destructrice de Macron et de son gouvernement ?

Nous débattons aussi du travail en commun avec de nombreux militants ouvriers et politiques non adhérent au POI, qui s'est matérialisé dans une première étape le 14 octobre à Paris avec la constitution du Comité national de résistance et de reconquête des conquêtes de 1936 et 1945.

Seront abordés aussi de nombreux autres sujets comme la volonté de Macron de détruire les communes et les services publics. Et, après les ordonnances contre le Code du travail, de poursuivre ses attaques contre la formation professionnelle, l'assurance chômage, les retraites...

Le débat se poursuivra pour analyser et combattre les obstacles qui empêchent aujourd'hui la classe ouvrière de faire reculer Macron, au moment où l'indépendance du mouvement ouvrier et notamment des organisations syndicales est cruciale pour les combats qui sont devant nous.

Les délégués au VI<sup>e</sup> Congrès du POI aborderont ce congrès dans le cadre du libre débat, du mandat confié par les adhérents de tous les départements pour le socialisme, la République et la démocratie, pour aider à la résistance contre l'impérialisme dans notre pays et son représentant direct Macron, comme ont décidé de le faire les délégués de la 9<sup>e</sup> CMO dans leur propre pays et dans la continuité du combat internationaliste.

# eit

Entente internationale  
des travailleurs et des peuples

eit.ilc@fr.oleane.com  
www.eit-alger2017.org

ALGER, 8, 9 ET 10 DÉCEMBRE 2017 :  
9<sup>e</sup> CONFÉRENCE MONDIALE OUVERTE CONTRE LA GUERRE ET L'EXPLOITATION  
(à l'initiative de l'EIT et organisée par le PT d'Algérie)

# Déclaration

Les 230 délégués de 42 pays, ont adopté la déclaration suivante :

**L**a situation est marquée par les plus grands bouleversements mondiaux, une crise sans précédent de la domination impérialiste ouvrant la voie aux aventures les plus dangereuses pour l'humanité.

Gouvernements et régimes, même fragiles et en crise, attaquent les travailleurs et les peuples opprimés pour maintenir le système capitaliste.

À peine installée en session plénière, la conférence a adopté à l'unanimité et avec gravité la résolution suivante :

« Nous, 230 délégués réunis en 9<sup>e</sup> Conférence mondiale ouverte de l'EIT, qui a été soutenue par près de 700 responsables politiques et syndicaux et militants anti-impérialistes de 60 pays, condamnons avec la plus grande vigueur la provocation de D. Trump relative à sa décision annoncée de transférer l'ambassade US de Tel Aviv à El Qods (Jérusalem) occupée dans la perspective d'en faire la capitale de l'État hébreu. Nous apportons notre soutien inconditionnel au peuple palestinien dans sa lutte pour le recouvrement de ses droits nationaux. »

Tout au long de la conférence, les intervenants ont salué le combat du peuple palestinien pour ses droits inaliénables. Nombre d'entre eux ont souligné la responsabilité écrasante des institutions internationales et, par-delà les larmes de crocodile, des régimes et des gouvernements réactionnaires de la région du Moyen-Orient.

Les participants à la conférence sont parvenus à une même conclusion. Partout, les travailleurs et les peuples opprimés sont confrontés à une crise effroyable résultant de la décomposition du système capitaliste. Et ils résistent avec acharnement.

Au prétexte de « lutte contre le terrorisme », les guerres impérialistes disloquant les nations et semant le chaos se généralisent, au compte des grandes multinationales qui se livrent une concurrence féroce pour le pillage des ressources naturelles et des matières premières.

**“ Au moment où les gouvernements impérialistes s'attaquent aux peuples opprimés, et pour ce faire augmentent les budgets militaires, ces mêmes gouvernements, au nom de la crise, cherchent à détruire tous les acquis des travailleurs dans les pays impérialistes. ”**

Ces guerres jettent des millions de travailleurs et des jeunes sur les routes de l'exode. Au moment où les gouvernements impérialistes s'attaquent aux peuples opprimés, et pour ce faire augmentent les budgets militaires, ces mêmes gouvernements, au nom de la crise, cherchent à détruire tous les acquis des travailleurs dans les pays impérialistes.

Cette offensive dislocatrice des nations par l'impérialisme s'exprime notamment dans la politique de « coup d'État » au Brésil et la menace sur le Venezuela.

Force est de constater que l'oppression coloniale et impérialiste se perpétue et s'aggrave, avec la complicité des régimes soucieux de préserver leurs liens avec l'impérialisme.

Toutes les conquêtes sociales et démocratiques de la classe ouvrière sont attaquées, renforçant l'exploitation des travailleurs et particulièrement des femmes : privatisations, remise en cause des Codes du travail, des conventions collectives, des droits à l'instruction et à la protection sociale, des droits à la santé, provoquant la résistance des travailleurs avec leurs organisations.



Correspondant

Les délégués à la 9<sup>e</sup> CMO saluent et appuient le combat pour la défense de la Sécurité sociale à l'échelle internationale et dans chaque pays.

Le droit de grève est systématiquement remis en cause.

L'indépendance des organisations syndicales est attaquée, les menaçant de destruction par l'intégration.

Partout, les travailleurs et les peuples cherchent à bloquer cette offensive pour défendre leurs droits les plus vitaux, leurs conquêtes sociales, la souveraineté nationale dans les pays opprimés, engageant de nouvelles forces dans la résistance à la politique de l'impérialisme. Une politique de décomposition qui frappe particulièrement la jeunesse, la plongeant dans la précarité, la guerre et la migration.

Par-delà les situations nationales, cette résistance se heurte aux pressions qui s'exercent sur les dirigeants du mouvement ouvrier et populaire pour qu'ils acceptent, accompagnent voire participent à tous les coups préparés et portés par les différents gouvernements au service du capital avec, comme argument, que « l'on ne peut pas faire autrement ».

La CMO estime, au contraire, que la faillite et le chaos dans lesquels le régime capitaliste entraîne l'humanité ne sont pas inéluctables, comme l'ont démontré les plus de 80 intervenants qui se sont exprimés pendant ces trois jours. Toutes les interventions ont exprimé la résistance des travailleurs et des peuples avec leurs organisations qui, sur leur propre terrain, celui de la lutte de classe, cherchent à s'ouvrir une issue.

Dans cette situation, la CMO salue tous les combats des travailleurs et des peuples opprimés pour leurs droits. Elle estime que rien n'est plus crucial que d'aider à préserver ou à renforcer l'indépendance des organisations de la classe ouvrière et de la jeunesse et tous les processus en cours de résistance à l'intérieur du mouvement ouvrier, comme l'ont expliqué de nombreux intervenants.

De cette conférence, de la richesse des débats et de la qualité des participants s'affirme la nécessité de garder le contact, d'échanger toute information et de poursuivre la discussion ouverte entre tous les participants. L'unité des problèmes posés, la solidarité internationale et l'aide au combat à mener dans chaque pays le confirment.

Le 4 janvier 1991, le manifeste adopté par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples dans sa conférence de fondation à Barcelone affirmait la confiance des participants « dans la capacité des travailleurs du monde entier à se libérer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, leur capacité à édifier un monde où la collaboration harmonieuse entre les nations et les travailleurs se substituera à ce monde de barbarie qui monte chaque jour davantage (...) ».

La CMO fait siennes les conclusions de la 8<sup>e</sup> CMO d'Alger de novembre 2010 et réaffirme : « Cette confiance est renforcée par les événements qui se sont déroulés : en dépit de toutes les

souffrances et de toutes les destructions, la volonté de résistance et de combat des travailleurs et des peuples qui n'acceptent pas de disparaître reste l'élément essentiel sur lequel repose l'avenir de l'humanité (...).

**“ C'est pourquoi nous soutenons la proposition de la coordination de l'EIT d'examiner la possibilité pour que, dans les mois qui viennent, des représentants de tous les pays présents puissent à nouveau se réunir pour se constituer en Comité international de liaison de la 9<sup>e</sup> CMO afin de poursuivre les échanges entre nous, organiser les actions communes et la solidarité internationale. ”**

*Nous réaffirmons : la paix et la fraternité entre les travailleurs et les peuples ne peut être réalisée que par les travailleurs et les peuples eux-mêmes. Elle ne peut être réalisée que sur la base de la satisfaction de leurs besoins les plus fondamentaux qui se heurtent à ceux de la classe des exploités qui porte en elle la guerre et la faillite. »*

C'est pourquoi nous soutenons la proposition de la coordination de l'EIT d'examiner la possibilité pour que, dans les mois qui viennent, des représentants de tous les pays présents puissent à nouveau se réunir pour se constituer en Comité international de liaison de la 9<sup>e</sup> CMO afin de poursuivre les échanges entre nous, organiser les actions communes et la solidarité internationale.

**Contre la guerre et l'exploitation  
Pour la défense :**

- des droits socioéconomiques des travailleurs et de la jeunesse ;
- de l'indépendance des organisations syndicales ;
- des libertés démocratiques ;
- de la souveraineté des peuples et des nations.

Alger, le 10 décembre 2017 n